



Rapport en vue de la Première réunion globale de la Coalition pour l'alimentation scolaire

*Préparé par le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire,
une initiative de la Coalition pour l'alimentation scolaire*

29 octobre 2024

Le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire est une initiative mondiale lancée en 2021 pour fournir des conseils indépendants et fondés sur des données probantes aux 103 États membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire, à un moment de récupération postpandémie de COVID-19 et de reconstruction de la santé, de l'éducation et de l'avenir de leurs écoliers et adolescents.

Guidé par une stratégie de recherche indépendante sur dix ans, le Consortium de recherche opère par l'intermédiaire d'une académie mondiale de plus de 850 universitaires, décideurs politiques et praticiens de plus de 85 pays pour consolider et distiller les résultats de la recherche afin d'accompagner l'adoption d'approches pratiques applicables par les décideurs politiques dans leurs propres contextes nationaux. L'important soutien des donateurs permet au Secrétariat du Consortium de recherche et à ses six communautés de pratique éprouvées d'exprimer d'une voix un point de vue mondial et de collaborer avec des centres nationaux et régionaux pour présenter les résultats de la recherche aux décideurs régionaux, nationaux et infranationaux. En plus d'élargir le réseau mondial indépendant d'universitaires, de chercheurs et de praticiens, le Consortium de recherche s'associe de plus en plus à d'autres réseaux mondiaux et régionaux établis, dont la plateforme mondiale de l'alimentation scolaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le réseau interparlementaire pour l'éducation (Inter-Parliamentary Network for Education), afin de partager des résultats de la recherche et des conseils utiles avec les parlementaires.

De même que ceux des années précédentes, le présent rapport annuel de recherche fait état de nouvelles perspectives en matière de programmes et de politiques pour 2024 et complète les données probantes qui ont évolué depuis la réunion mondiale de la Coalition pour l'alimentation scolaire à Paris en 2023.¹ Le présent rapport est rédigé sur la base des données existantes pour en évaluer les répercussions sur les politiques afin de contribuer à la portée, à la qualité et à l'exhaustivité des programmes nationaux d'alimentation scolaire à l'horizon 2030.

¹ La déclaration issue de la réunion mondiale de la Coalition pour l'alimentation scolaire de 2023 est disponible à l'adresse suivante: <https://schoolmealscoalition.org/wp-content/uploads/2023/11/Déclaration-de-Paris-Réunion-mondiale-de-la-Coalition-pour-l'alimentation-scolaire-2023.pdf>.

Il a été préparé par le Consortium de recherche en tant que contribution à la Coalition pour l'alimentation scolaire à l'intention des parlementaires et des décideurs politiques des pays membres de la Coalition. Les informations consolidées dans ce rapport proviennent d'analyses menées dans le cadre de l'académie mondiale du Consortium de recherche, comme indiqué après chaque point énuméré ci-dessous.²

² Avertissement: Veuillez noter que les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs individuels et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de la Coalition pour les repas scolaires et de ses membres.

Nouvelles données sur la conception et les avantages des programmes d'alimentation scolaire

- 1. La fourniture de repas scolaires est un moyen efficace d'améliorer la croissance, la scolarisation et l'apprentissage et favorise la réussite scolaire dans une plus large mesure que d'autres interventions populaires dans le domaine de l'éducation.**

De plus en plus de données attestent que les repas scolaires ont un effet positif sur les résultats scolaires. Les résultats de récentes études expérimentales et quasi-expérimentales montrent que l'alimentaire scolaire peut permettre de gagner jusqu'à la moitié d'une année scolaire de qualité pour 100 dollars dépensés. Les programmes d'alimentation scolaire se classent au-dessus des programmes d'éducation populaire. Leur montée en grade est principalement due aux études qui en démontrent l'incidence significative sur les résultats de l'apprentissage, bien que les effets obtenus varient considérablement d'un contexte à l'autre. Même des études menées à plus grande échelle semblent confirmer l'incidence positive des programmes d'alimentation scolaire. Les procédures d'évaluation extrêmement rigoureuses appliquées dans le cadre de deux revues systématiques conformes à la norme de référence Cochrane paraissent conforter la validité de ces résultats. La première revue systématique Cochrane sur ce sujet a été réalisée en 2007 et a porté sur 18 études répondant aux critères stricts de Cochrane. Elle a révélé une augmentation des valeurs de z dans le cas de la taille et du poids pour l'âge ainsi qu'une amélioration modeste des résultats en mathématiques et aux tests d'intelligence. Ces résultats ont contribué à catalyser la mise en œuvre croissante de programmes d'alimentation scolaire dans le monde au cours de la première décennie du deuxième millénaire. La revue systématique Cochrane de 2024, qui a permis d'approfondir et d'élargir la précédente en incluant 38 études, a jusqu'alors produit des résultats qui confirment les observations de 2007.

Communauté de pratique "Impact et preuves" du Consortium de recherche et sources supplémentaires: [1 à 3]

- 2. De récentes études montrent l'efficacité des transferts en espèces et de l'alimentation scolaire en tant que mesures de protection sociale, et suggèrent que ces deux solutions fonctionnent sans qu'aucune ne permette systématiquement de mieux répondre aux besoins des enfants vulnérables d'âge scolaire.**

L'alimentation scolaire et les transferts en espèces constituent depuis longtemps la base des programmes de protection sociale destinés aux écoliers et aux adolescents. Ces deux mesures partagent l'objectif d'augmenter la fréquentation scolaire tout en fournissant un filet de protection sociale, qu'elles remplissent toutefois différemment. Alors que les transferts en espèces représentent un soutien financier direct aux familles, l'alimentation scolaire est une aide en nature qui permet aux enfants de recevoir au moins un repas nutritif par jour à l'école. Au cours de la dernière décennie, les transferts en espèces et l'alimentation scolaire ont tous deux gagné en importance au niveau mondial. Les premiers sont devenus l'instrument d'aide sociale par défaut dans les pays à faible revenu, tandis que la seconde s'est imposée comme le filet de protection sociale le plus étendu au monde et bénéficie aujourd'hui à environ 41% des enfants scolarisés dans l'enseignement primaire. Les transferts en espèces et l'alimentation scolaire sont souvent mis en œuvre conjointement. Par exemple, les réformes sociales menées dans les années 2000 au Brésil ont à la fois lancé le célèbre programme de transferts en espèces *Bolsa Familia* et ce qui est encore aujourd'hui le deuxième plus grand programme universel d'alimentation scolaire gratuite au monde. Des analyses récentes de ces deux solutions montrent qu'aucune n'est systématiquement plus efficace, car les effets des transferts en espèces et des interventions en matière d'alimentation (dont la fourniture de repas scolaires) dépendent fortement du contexte. Si, dans certains

cas, les transferts en espèces offrent parfois une plus grande flexibilité et une plus grande autonomie aux familles, la distribution de denrées alimentaires permet, dans d'autres, de mieux lutter directement contre la faim et les carences nutritionnelles. Il conviendra de tenir en compte des avantages complémentaires de chaque solution du point de vue programmatique et politique pour déterminer la meilleure façon d'atteindre l'objectif d'atteindre les apprenants les plus vulnérables scolarisés dans les établissements primaires et secondaires des pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure.

Secrétariat du Consortium de recherche et sources supplémentaires: [4 à 5]

3. Les repas scolaires présentent un bon retour sur investissement. D'après les études menées par le Consortium en Afrique, ces repas sont rentables dans l'ensemble des régions et des sous-régions qui ont fait l'objet d'analyses nationales.

La fourniture de repas scolaires offre un large éventail d'avantages dans au moins quatre domaines: i) l'éducation, en augmentant la scolarisation, la fréquentation et la rétention des apprenants dans les écoles; ii) la santé et la nutrition, en améliorant l'état nutritionnel des apprenants et en prévenant certaines maladies (comme l'anémie); iii) la protection sociale, en transmettant une valeur considérable aux ménages des bénéficiaires sous la forme de repas gratuits ou subventionnés; et iv) l'économie agricole locale, en initiant et en établissant des marchés stables pour les petits exploitants agricoles locaux. L'alimentation scolaire offre une approche intégrée qui permet d'améliorer les résultats dans tous ces domaines, même s'il ne s'agit pas nécessairement de l'outil le plus efficace par domaine. Les multiples objectifs remplis par les repas scolaires en font un choix politique intéressant, en particulier dans les contextes où les ressources sont limitées et où le gouvernement cherche à maximiser l'impact des programmes publics. Les résultats préliminaires obtenus dans huit pays d'Afrique subsaharienne montrent que les programmes d'alimentation scolaire sont rentables dans les sous-région de chacun de ces pays en ce qu'ils produisent des gains dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de la nutrition. Pour chaque dollar investi dans l'alimentation scolaire, on peut s'attendre à des bénéfices compris entre 1 et 20 dollars selon les caractéristiques des programmes nationaux et le contexte socio-économique, éducatif et épidémiologique de chaque pays. Dans certains endroits, les gains obtenus sont plus élevés pour les jeunes filles que pour les jeunes garçons. L'alimentation scolaire peut largement bénéficier aux personnes dont les besoins sont les plus importants sur le plan de l'équité et de la redistribution dans les pays. En effet, la valeur transmise aux ménages (par bénéficiaire de repas scolaires) peut représenter jusqu'à 10 % à 20 % des dépenses alimentaires annuelles des ménages les plus pauvres.

Communauté de pratique "Analyses et mesures" du Consortium de recherche et sources supplémentaires: [6]

4. L'analyse des politiques publiques de quinze pays par tranche de revenu a mis au jour les approches communes qui ont contribué à assurer une couverture équitable.

La communauté de pratique des "Bons exemples" vise à aider les équipes nationales à mener des études de cas sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire dans tous les États membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire. À terme, une analyse comparative de tous les programmes nationaux permettra de recenser les défis partagés et leurs solutions. Des études de cas sont en cours dans 48 pays. L'analyse des 15 études publiées à ce jour, qui portent sur quatre continents, a mis en lumière les bonnes pratiques communes suivantes: i) l'utilisation de normes nutritionnelles pour améliorer la qualité et la diversité des repas scolaires afin de favoriser le bien-être; ii) l'adaptation des menus scolaires aux habitudes culturelles pour encourager l'approvisionnement local et soutenir la souveraineté alimentaire nationale; iii) l'implication des élèves, des parents, de la communauté et des autorités locales à la

conception et à la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire pour faciliter leur appropriation; iv) l'adoption d'une approche globale de l'éducation qui ne se limite pas à fournir des repas de qualité et qui intègre également une éducation complémentaire à la nutrition et à la santé afin d'encourager l'adoption de comportements favorables à la santé sur le long terme; v) dans les contextes où tous les apprenants ne reçoivent pas encore des repas scolaires, certains pays adoptent des budgets qui ciblent les enfants vulnérables dans l'objectif de réduire la pauvreté (comme l'Éthiopie et le Bénin); vi) lorsque de nombreuses parties prenantes (y compris des organismes internationaux) participent à la mise en œuvre du programme, la création d'une agence nationale est essentielle pour coordonner les efforts et garantir leur conformité aux politiques publiques en matière de normes nutritionnelles et d'approvisionnement local en concluant des accords; et vii) la prévision de mesures d'urgence permet d'assurer la continuité et la résilience des programmes de repas scolaires, comme cela a été le cas en Ukraine.

Communauté de pratique "Bons exemples" du Consortium de recherche et sources supplémentaires: [7 à 19]
Ce résultat était la troisième priorité de recherche établie dans l'édition 2023 du rapport de recherche du Consortium.

5. La nutrition est importante pour le bien-être des enfants et des adolescents au cours des "8 000 premiers jours".

Des recherches récentes sur les "8 000 premiers jours" de vie, qui couvrent la période de développement allant de la conception à l'entrée dans l'âge adulte, soulignent l'importance cruciale de la nutrition dans la détermination des résultats en matière de santé tout au long de la vie. Au cours de cette période, il est essentiel d'avoir une nutrition optimale pour la croissance physique, le développement comportemental et cognitif ainsi que la prévention des maladies chroniques et infectieuses. Les études effectuées démontrent que la nutrition maternelle pendant la grossesse influence considérablement la croissance et la santé à long terme. Une mauvaise nutrition maternelle est liée à des résultats défavorables qui peuvent continuer de poser problème à l'âge adulte, dont un faible poids de naissance et un retard de croissance. Il a également été mis à jour que la nutrition du jeune enfant, en particulier pendant les 1 000 premiers jours de vie (de la conception à l'âge de deux ans) joue un rôle crucial dans le développement du cerveau et le fonctionnement du système immunitaire. Les travaux de recherche attestent qu'un apport adéquat en nutriments clés pendant cette période est essentiel au développement neurologique et à la réduction du risque de troubles cognitifs plus tard dans la vie. Il est de plus en plus reconnu que, pendant la phase intermédiaire de l'enfance et de l'adolescence (les "7 000 jours suivants"), la nutrition pourrait favoriser le rattrapage des retards de croissance lorsque celle-ci s'accélère entre 5 et 9 ans et à la puberté. Au cours de ces périodes, qui correspondent à une transformation continue du cerveau dont le pic se situe à la fin de l'adolescence, associer une nutrition adéquate à une éducation appropriée peut contribuer à l'adoption durable de comportements sains, y compris en matière de préférences alimentaires. Bénéficier d'une bonne nutrition au cours de la période critique de développement que constituent les 7 000 jours suivants participe à poser les bases d'une vie en bonne santé, notamment à réduire le risque de maladies non transmissibles et infectieuses, à augmenter les performances cognitives et professionnelles, à améliorer la santé reproductive et à prolonger l'espérance de vie. Dans l'ensemble, les recherches récentes font continuellement ressortir que tout au long des "8 000 premiers jours", la nutrition joue un rôle fondamental dans la construction d'une bonne santé à long terme. Il apparaît donc clairement nécessaire d'adopter des stratégies globales pour garantir une nutrition adéquate du début à la fin de cette période de développement. Si le monde investit actuellement 2,8 billions de dollars par an dans l'éducation au cours des 7 000 jours suivants, les estimations indiquent que moins de 2 % de ce montant est consacré au bien-être pendant cette période.

Communauté de pratique "Nutrition" du Consortium de recherche et sources supplémentaires: [20]
Ce résultat était la deuxième priorité de recherche établie dans l'édition 2023 du rapport de recherche du Consortium.

Nouvelles données sur les politiques efficaces en matière d'alimentation scolaire

- 1. La fermeture prolongée d'écoles pour lutter contre la pandémie de COVID-19 a eu des conséquences extrêmement négatives sur le plan social, économique et de l'éducation et souligné la valeur des programmes menés en milieu scolaire pour le bien-être des enfants et des jeunes.**

Récemment, le Groupe de la Banque mondiale s'est penché sur l'impact de cette fermeture dans le cadre de *Disease Control Priorities*, son influente série de publications visant à recenser les priorités en matière de lutte contre les maladies. La décision de fermer les écoles au début de la pandémie découle des stratégies de santé publique adoptées pour gérer la transmission de la grippe. Ce précédent a conduit les pays du monde entier à fermer les écoles par mesure de précaution, avant même qu'il n'existât des preuves directes du rôle épidémiologique des enfants et des adolescents dans la transmission du COVID-19. Les premières données concernant l'impact de la fermeture des écoles sur la santé publique sont encore contradictoires, mais il est généralement peu probable que cette décision (ou les mesures préventives prises dans les écoles restées ouvertes) ait entraîné des conséquences significatives sur la transmission du COVID-19, que ce soit parmi les enfants scolarisés à l'école primaire ou au sein de la population générale. Par comparaison, les données mondiales montrent que la fermeture d'écoles dans le contexte de la pandémie de COVID-19 a eu une incidence considérable sur la formation du capital humain et le bien-être des apprenants. Cette mesure a entraîné une baisse des résultats de l'apprentissage de 9 % dans les tests standardisés qui, au fil du temps, devrait faire diminuer le revenu à vie de 6 % . La fermeture d'écoles a eu d'autres conséquences sociétales imprévues, dont une augmentation des taux de mariage et de grossesse précoces chez les filles d'âge scolaire, une hausse du travail inapproprié chez tous les enfants d'âge scolaire ainsi qu'un décrochage scolaire important et souvent irréversible. L'expérience contraire à la réalité des faits de fermer des écoles et de supprimer la plupart des formes de soutien aux écoliers et aux adolescents a incité les gouvernements nationaux à rétablir et à renforcer les investissements dans les services scolaires. Les programmes nationaux d'alimentation scolaire, en particulier, se sont avérés importants pour augmenter la fréquentation et l'assiduité scolaires, d'autant plus que l'absentéisme chronique a augmenté après les fermetures dues à la pandémie. Les enseignements tirés de la COVID-19 peuvent orienter les actions des gouvernements dans les écoles au cours des pandémies à venir lorsqu'il leur faudra à nouveau faire des choix pour équilibrer au mieux la protection de la santé publique et l'intégrité du système scolaire. La création de la Coalition pour l'alimentation scolaire est considérée comme une action particulièrement positive.

Secrétariat du Consortium de recherche et sources supplémentaires: [21]

- 2. L'Approche systémique pour de meilleurs résultats en matière d'enseignement (*Systems Approach for Better Education Results, SABER*) du Groupe de la Banque mondiale est devenue un instrument politique institutionnalisé dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure.**

Depuis le lancement de l'approche SABER en 2011, au moins 59 pays en ont utilisé les outils à 81 reprises pour, d'une part, auto-évaluer leurs politiques nationales en matière d'alimentation scolaire et de programmes complémentaires selon des critères de référence internationaux et, d'autre part, faciliter l'établissement de priorités réalistes en matière de renforcement des programmes nationaux. À l'échelle mondiale, 68 % des pays à faible revenu et 54 % des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont adopté l'outil SABER pour l'alimentation scolaire. SABER est une approche unique en

ce qu'il revient aux gouvernements de l'adopter et de la mener à terme. D'après une analyse des enquêtes SABER, les premiers pays à avoir établi un cadre national en matière d'alimentation scolaire ont aussi généralement atteint un stade plus avancé dans d'autres domaines politiques, la conception, la mise en œuvre et la marge de manœuvre budgétaire des programmes restant leur point le plus faible. Étant donné que la fourniture de repas scolaires et d'autres interventions sanitaires en milieu scolaire se complètent, la Banque mondiale et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont combiné les principaux éléments des cadres SABER pour l'alimentation scolaire et la santé à l'école en un outil politique unique et complet. Intitulé "Healthy-SABER", cet outil devrait permettre que les acteurs de multiples secteurs participent plus largement à concevoir des politiques de santé scolaire efficaces et intégrées ainsi qu'à clarifier les principaux domaines dans lesquels réaliser des investissements supplémentaires. Différents gouvernements africains utilisent actuellement Healthy-SABER avec le soutien des unités du développement humain du Groupe de la Banque mondiale et du PAM.

Secrétariat du Consortium de recherche et sources supplémentaires: [22]

Ce résultat était la quatrième priorité de recherche établie dans l'édition 2023 du rapport de recherche du Consortium.

3. Les gouvernements nationaux ont démontré leur volonté d'adopter des politiques d'alimentation scolaire respectueuses de la planète, dont la mise en œuvre devrait largement bénéficier à la santé humaine et de l'environnement d'après les modélisations effectuées.

Le livre blanc *School Meals and Food Systems: Rethinking the consequences for climate, environment, biodiversity and food sovereignty* (Repenser les systèmes alimentaires et l'alimentation scolaire: climat, environnement, biodiversité et souveraineté alimentaire) a été présenté sur les devants de la scène de la vingt-huitième Conférence des Parties à Dubaï en décembre 2023. Plus de 160 auteurs issus de 87 organisations internationales ont collaboré à la rédaction de ce document, qui examine comment les programmes d'alimentation scolaire peuvent contribuer à améliorer les résultats dans le domaine de la santé, de l'environnement, du climat et de l'économie. Les gouvernements nationaux possèdent généralement le contrôle politique des programmes nationaux d'alimentation scolaire. Ces programmes représentent la majorité (environ 70 %) de tous les systèmes alimentaires gérés par les pouvoirs publics et bénéficient quotidiennement à 418 millions d'enfants dans le monde. Ils fournissent donc une occasion unique aux pouvoirs publics d'entraîner des changements de pratiques alimentaires significatifs et à grande échelle. Le livre blanc recense des domaines prioritaires relatifs à l'utilisation des aliments qu'il est immédiatement possible de réglementer dans le cadre des programmes nationaux: rendre les menus respectueux de la planète, adopter des méthodes de cuisson propres et économes en énergie, réduire les déchets alimentaires, fournir une éducation alimentaire complète et élaborer des politiques d'approvisionnement qui créent une demande pour une production agricole écologique et équitable. D'après les modélisations effectuées, adopter des menus respectueux de la planète et réduire les déchets alimentaires pourrait faire baisser la mortalité due aux risques alimentaires de 10 % à 20 %, limiter les conséquences sur l'environnement de 50 % à 60 % (dont les émissions de gaz à effet de serre, l'utilisation des terres et de l'eau douce et l'eutrophisation), et permettre à 120 millions de personnes de sortir de la sous-alimentation. On estime également que les effets positifs de ces mesures peuvent se poursuivre à l'âge adulte, ce qui pourrait entraîner une réduction de 12 % à 20 % du nombre de décès (soit 3 millions de décès en moins). Les conclusions du présent rapport, qui ont été validées dans des revues scientifiques au facteur d'impact élevé, sont actuellement étudiées et suivies dans la pratique par plusieurs pays – dont le Kenya, la Norvège, l'Ouganda et le Rwanda. Le Consortium de recherche a notamment relevé le besoin d'élaborer une boîte à outils que les gouvernements pourraient utiliser pour évaluer les avantages et les coûts de la modification de leurs programmes nationaux.

Communauté de pratique "Régime et systèmes alimentaires" du Consortium de recherche et sources supplémentaires: [23]
Ce résultat répond à la première priorité en matière de recherches à mener établie dans l'édition 2023 du rapport de recherche du Consortium.

4. Les pratiques d'approvisionnement peuvent influencer les pratiques agricoles, notamment en faisant renaître un intérêt pour l'agriculture régénératrice.

Le livre blanc sur le respect de la planète a mis en évidence le rôle de l'approvisionnement dans l'évolution des pratiques agricoles à long terme. Cependant, les études postérieures suggèrent que l'alimentation scolaire peut contribuer à transformer l'ensemble du système alimentaire de multiples manières et non seulement en soutenant la production des producteurs de denrées alimentaires, comme il est plus généralement admis. Les diverses composantes opérationnelles de l'alimentation scolaire, dont l'élaboration de menus et les potagers scolaires, en font une plateforme unique pour la mise en œuvre de programmes et de politiques dans les domaines de la santé publique, de la conservation et de la production alimentaire. Il est absolument fondamental de relever qu'étant donné le caractère local de la plupart des programmes d'alimentation scolaire, leur capacité à catalyser la transformation du système alimentaire dépend particulièrement du contexte et de l'initiative des communautés. Ces questions font actuellement l'objet de cinq études nationales menées en Afrique subsaharienne qui visent notamment à élaborer des méthodes de recherche interdisciplinaires adaptées pour rendre compte des différents aspects de l'interaction entre les programmes d'alimentation scolaire, les menus et le système alimentaire dans son ensemble. Les domaines de recherche prioritaires actuels incluent le rôle des repas scolaires dans l'augmentation de la consommation d'aliments adaptés au climat, l'amélioration de l'équité entre les sexes, l'accès aux ressources financières et le soutien à la biodiversité agricole. Les études menées explorent également la manière dont les programmes d'alimentation scolaire peuvent faciliter l'intégration dans les politiques de questions telles que le partage du matériel de plantation par les agriculteurs et l'adoption d'aliments biofortifiés, dans le contexte des pratiques agricoles traditionnelles et de la souveraineté alimentaire. La communauté scientifique est également en train d'élaborer une stratégie de recherche qui permette de comprendre l'influence que cette transformation peut aussi avoir sur les méthodes agricoles (notamment en encourageant l'agriculture régénérative), les facteurs qui la favorisent et la limitent ainsi que les risques qu'elle pose.

Communauté de pratique "Régime et systèmes alimentaires" du Consortium de recherche et sources supplémentaires: [23]
Ce résultat répond à la première priorité en matière de recherches à mener établie dans l'édition 2023 du rapport de recherche du Consortium.

Actions à mener en priorité par la suite pour soutenir les États membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire

D'après les données probantes collectées au cours de trois années d'analyse en collaboration avec les 103 États membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire, les programmes de recherche actuellement menés par les communautés de pratique et les informations fournies par les membres de notre académie mondiale, le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire a donné la priorité aux cinq sujets de recherche suivants pour l'année à venir:

- 1. Soutenir les mesures gouvernementales visant à améliorer la durabilité climatique et environnementale des programmes nationaux d'alimentation scolaire.** Travailler avec les gouvernements pour créer une "boîte à outils pour la durabilité" librement accessible, composée d'outils relatifs aux politiques et aux programmes, afin d'aider les pays à concevoir ou à adapter des programmes d'alimentation scolaire qui maximisent les co-bénéfices pour les personnes et

la planète. Ces outils serviraient à renforcer la capacité des gouvernements à prévoir les résultats de différents choix politiques en matière de santé et de résilience, et contribueraient à la prise de décisions fondées sur des données probantes qui tiennent compte du contexte local.

2. **Soutenir la mise en œuvre de l'Initiative sur le Suivi et les Données de la Coalition pour l'alimentation scolaire afin d'améliorer la disponibilité de données sur les programmes de repas scolaires.** Les efforts dans ce domaine comprendront la création et l'alimentation d'une base de données mondiale sur les repas et la santé scolaires ainsi que la conduite d'analyses visant à mieux définir les mesures envisageables pour lutter contre les problèmes d'équité, de couverture et de qualité des programmes.
3. **Soutenir la mise en œuvre de la version pilote de l'outil Healthy-SABER dans le cadre d'une action conjointe avec le PAM et la Banque mondiale.** Le Consortium profitera d'avoir participé à évaluer l'efficacité des différents outils depuis leur lancement en 2011 pour se concentrer également sur l'institutionnalisation de Healthy-SABER en tant qu'outil de suivi des politiques et sur la recherche d'annales politiques permanentes et librement accessibles.
4. **Étudier les possibilités de professionnaliser la formation à l'élaboration de programmes d'alimentation scolaire.** Il s'agira notamment d'évaluer la disponibilité actuelle de formations formelles, informelles, sur place et à distance pour les professionnels de l'alimentation scolaire.
5. **Informar les responsables politiques du retour sur investissement des programmes d'alimentation scolaire.** Alors qu'un nombre important et croissant de données démontrent les bénéfices multisectoriels des programmes d'alimentation scolaire, il est désormais possible de transmettre les enseignements à tirer de ces résultats aux décideurs politiques en insistant sur les effets positifs pour la nutrition et la santé, l'éducation, la protection sociale et l'agriculture. Il convient également d'entreprendre deux analyses systématiques: l'une portant sur les coûts des programmes afin d'actualiser l'ensemble de données le plus largement cité actuellement (qui date d'avant la crise financière de 2008); et l'autre portant sur les coûts, l'efficacité et le retour sur investissement des repas scolaires et des programmes de santé à l'école dont il a été fait état. Enfin, il y a beaucoup à apprendre des effets bien documentés des programmes d'alimentation scolaire les plus importants premièrement mis en place à travers le monde, dont ceux de l'Afrique du Sud, du Brésil, de la République de Corée, de la Finlande, de l'Inde, du Japon et de la Suède. L'objectif est de fournir aux décideurs gouvernementaux des données concluantes sur l'ampleur du retour sur investissement des programmes d'alimentation scolaire, en appuyant la prise de décisions politiques par des estimations chiffrées.

Remerciements: le présent rapport a été préparé par le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire dans le cadre de son engagement envers la Coalition pour l'alimentation scolaire. Il a été conçu et rédigé par les membres du Secrétariat du Consortium de recherche (Donald Bundy, Linda Schultz, Kate Morris, Sarah Vickers, Gilbert Miki, Georgia Crowley, Jasmine Catmull, Silvia Pastorino et Darren Hughes), qui sont entièrement responsables de son contenu. Nous tenons à remercier les membres suivants du Consortium de recherche pour les discussions précieuses qui ont servi à élaborer le présent rapport: Abimbola Adesanmi, Robert Akparibo, Harold Alderman, Noam Angrist, Manos Antoninis, Sylvie Avallone, Fatima Barry, Biniam Bedasso, Myles Bremner, Angela Chang, Lauren Cohee, Juliana Cohen, Lesley Drake, Christina Economos, Mehrdad Ehsani, Aurélie Fernandez, Ana Carolina Ferreira de Siqueira, Aulo Gelli, Ugo Gentilini, Bibi Giyose, Afton Halloran, Dean Jamison, Flemming Konradsen, Sophie Kostelecky, Elizabeth Kristjansson, Heli Kuusipalo, Gurpinder Lalli, Matt Leach, Mouhamadou Moustapha Lo, Peiman Milani, Eric Ohuma, Muna Osman, Dan Raiten, Alice Renaud, Samrat Singh, Thalia Sparling, Marco Springmann, Stéphane Verguet et Melissa Young.

Principales références

1. Angrist N *et al.* *The Impact of School Meals on Education Outcomes: A Meta-Analysis* [L'impact de l'alimentation scolaire sur les résultats en matière d'apprentissage : une méta-analyse]. À paraître.
2. Kristjansson E *et al.* *School feeding programs for improving the physical and psychological health of school children experiencing socioeconomic disadvantage* [Programmes d'alimentation scolaire pour améliorer la santé physique et psychologique des écoliers issus de milieux socio-économiques défavorisés]. À paraître. Base des revues systématiques Cochrane.
3. Kristjansson E, Osman M, Dignam M, Labelle PR, Magwood O, Huerta Galicia A, Cooke-Hughes P, Wells GA, Krasevec J, Enns A, Nepton A, Janzen L, Shea B, Liberato SC, Garner JA & Welch V. (2022). "School feeding programs for improving the physical and psychological health of school children experiencing socioeconomic disadvantage (Protocol)" [Programmes d'alimentation scolaire pour améliorer la santé physique et psychologique des écoliers issus de milieux socio-économiques défavorisés (Protocole)]. *Base des revues systématiques Cochrane*, vol. 8, art. n° CD014794. DOI: 10.1002/14651858. CDx014794.
4. Bundy, DA P, Gentilini U, Schultz L, Bedasso B, Singh S, Okamura Y, H. T. M. M. Iyengar HTMM & Blakstad MM. (2024). *School Meals, Social Protection, and Human Development: Revisiting Global Trends, Evidence, and Practices with a Focus on South Asia* [Alimentation scolaire, protection sociale et développement humain : révision des tendances, des données et des pratiques mondiales axée sur l'Asie du Sud]. Document de discussion sur la protection sociale et les emplois n° 2401, Banque mondiale, Washington D.C.
5. Lu X, Bundy DAP, Burbano C, Antoninis M, Verguet S. Re-Estimating Global School Feeding Program Targets: How has the size of the global population of vulnerable school-age children changed post COVID Pandemic. A Working Paper of the Research Consortium for School Health and Nutrition of the School Meals Coalition. 2024.
6. Communauté de pratique "Analyses et mesures" du Consortium de recherche sur la santé et la nutrition en milieu scolaire). *Value for money of school meals programs in sub-Saharan Africa* [Retour sur investissement des programmes d'alimentation scolaire en Afrique subsaharienne].
7. Amoussa Hounkpatin W, Fanou Fogny N, Bodjrenou S, Koukou E, Sossou C, Assogba E, Houndolo M, Tossou W, Boyiako B, Ainin A & Saroumi Y. (2024). *Étude de cas sur l'alimentation scolaire: Bénin* [School Meals Case Study: Benin]. Document de travail. London School of Hygiene and Tropical Medicine, Londres. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04672261>
8. Avallone S, Giner C, Nicklaus S & Darmon N. (2023). *School Food Case Study: France* [Étude de cas sur l'alimentation scolaire: France]. Document de travail. London School of Hygiene & Tropical Medicine, Londres. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04671091>

9. Bremner M & Defeyter G. (2022). *School Food Case Study: England* [Étude de cas sur l'alimentation scolaire: Angleterre]. Document de travail. London School of Hygiene and Tropical Medicine, Londres. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04671121>
10. Brennan M, Jones J & McKendrick J. (2022). *School Food Case Study: Scotland* [Étude de cas sur l'alimentation scolaire: Écosse]. Document de travail. London School of Hygiene & Tropical Medicine, Londres.
11. Brophy S & Woolley K. (2022). *School Food Case Study: Wales* [Étude de cas sur l'alimentation scolaire: Pays de Galles]. Document de travail. London School of Hygiene & Tropical Medicine, Londres.
12. Furey S & Woodside J. (2022). *School Food Case Study: Northern Ireland* [Étude de cas sur l'alimentation scolaire: Irlande du Nord]. Document de travail. London School of Hygiene & Tropical Medicine, Londres.
13. Kodjo A, Alao BH, Lawson-Drackey M & Tiatou S. (2024). *Étude de cas sur l'alimentation scolaire: Togo* [School Meals Case Study: Togo]. Document de travail. London School of Hygiene and Tropical Medicine, Londres. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04672262>
14. Ministère de l'éducation, de la culture, des sports, de la science et de la technologie du Japon & Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche du Japon. (2023). *School Food Case Study: Japan* [Étude de cas sur l'alimentation scolaire: Japon]. Document de travail. London School of Hygiene & Tropical Medicine, Londres.
15. Ruetz AT, Tasala K, McKenna M, Marin A, Michnik K, Edwards G, Engler-Stringe R, Everitt T, Maximova K, Mosby I, Seko Y & Woodruff S. (2023). *School Food Case Study: Canada*. [Étude de cas sur l'alimentation scolaire: Canada]. Document de travail. London School of Hygiene and Tropical Medicine, Londres. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04671115>
16. Solomon Tessema M. (2023) *School Meals Case Study: Ethiopia* [Étude de cas sur l'alimentation scolaire: Éthiopie]. Document de travail. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04671611>
17. Stepanyak O & Sivak D. (2024). *School Meals Case Study: Ukraine* [Étude de cas sur l'alimentation scolaire: Ukraine]. Document de travail. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04672125>
18. Toossi S, Cohen J, Clift J, Turner L, Gosliner W & Schwartz M. (2023). *School Food Case Study: United States of America* [Étude de cas sur l'alimentation scolaire: États-Unis d'Amérique]. Document de travail. London School of Hygiene and Tropical Medicine, Londres. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04671116>
19. Tounkara S, Kebe S, Hathie I & Tall L. (2024). *Étude de cas sur l'alimentation scolaire: Sénégal* [School Meals Case Study: Senegal]. Document de travail. London School of Hygiene and Tropical Medicine, Londres. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04672263>
20. Raiten DJ, Bundy DAP, DeBernadro D, Steiber A, Papoutsakis C, Jimenez B *et al.* "Biomarkers of Nutrition for Development – Knowledge Indicating Dietary Sufficiency (BOND-KIDS) The BOND-KIDS Project: Executive Summary" [Biomarqueurs de la nutrition pour le développement – Données indiquant un apport en nutriments suffisant (projet BOND-KIDS): résumé analytique]. *Journal of Nutrition*. À paraître.
21. Bundy DAP, Baltag V, Bedasso B, Burbano C, Edwards EJ, Gentilini U, Hanushek E, Oshitani H, Patouillard E, Schultz L, Tammi AM & Jamison J. "The Role of School Closures and the Education System in Pandemic Preparedness and Response" [Le rôle de la fermeture d'écoles et du système éducatif dans la préparation et la gestion des pandémies]. *Disease Control Priorities*, vol. 2, quatrième édition. Édité par Jamison DT & Norheim OF. Banque mondiale. À paraître.
22. Schultz L, Renaud A, Bundy DAP, Barry FB, Benveniste L, Burbano C, Lo MM, Neitzel J, O'Grady N & Drake L. "The SABER School Feeding Policy Tool: a Ten-Year Analysis of its Use by Countries in Developing Policies for their National School Meals Programs" [L'outil SABER pour les politiques d'alimentation scolaire: une analyse décennale de son utilisation

par les pays dans l'élaboration de politiques pour leurs programmes nationaux d'alimentation scolaire]. *Front Public Health*, vol. 12 (1337600), p. 1-14, 2024.

23. Pastorino S, Springmann M, Backlund U, Kaljonen M, Milani P, Bellanca R *et al.* (2023). *School meals and food systems: Rethinking the consequences for climate, environment, biodiversity and food sovereignty* [Repenser les systèmes alimentaires et l'alimentation scolaire: climat, environnement, biodiversité et souveraineté alimentaire]. Livre blanc du Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire, une initiative de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Londres. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04671492>